

Liberté

LIBERTÉ
ART & POLITIQUE

Courrier

Clément Marchand

Volume 34, Number 6 (204), December 1992

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/31445ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Marchand, C. (1992). Courrier. *Liberté*, 34(6), 149–151.

COURRIER

Trois-Rivières, 12 juillet 1992

À François Hébert
directeur de *Liberté*

Cher François,

Même si cela n'est plus d'aucune utilité, en raison du retard, j'ai répondu au questionnaire (du sondage).

J'avais perdu cette feuille.

On évalue le degré de caducité auquel on est parvenu au nombre d'heures passées à chercher des documents qui disparaissent. Il vient un temps où la mémoire surchargée perd les clés qui permettraient de retrouver les indispensables points de repère sans lesquels tout système de classement tombe fatalement dans la confusion la plus complète. Toute ma vie j'ai essayé de maîtriser cette fatalité, mais sans y parvenir. Selon moi, le hasard est inorganisable.

J'ai répondu d'un trait aux quatre premières questions. Quant aux deux dernières, je trouve utile de joindre à mes réponses (dubitatives, à double entente), quelques remarques visant à les expliquer.

Oui, je serais volontiers pour l'indépendance du Québec, si la fameuse loi C-13 (environnement) votée en vitesse et presque en catimini par le dernier parlement (juin '92) reste inabrogeable. L'arbitraire de cette loi est tel que le Québec ne peut plus construire de routes sur son territoire, encore moins des barrages, sans la permission d'Ottawa. Il est défendu de franchir un ruisseau, si ce n'est à gué. Quand il s'agit d'eau courante, toujours s'en référer au gouvernement canadien, seul juge. Cette loi d'exception vise directement le Québec. Elle l'empêche, par exemple, de pousser plus au nord, dans les immenses réserves fauniques des Amérindiens, et de réaliser le projet de Grande

Baleine, clé de notre essor économique. L'idée des Anglo, grands stratèges, est de nous exclure du Nord au profit des Cris et des Inuit. On voit mal, à *The Gazette*, un Québec s'enrichissant par la vente de l'électricité aux états américains jouxtant ses frontières.

Voilà ce qu'on trouve facilement si l'on va au fond des choses.

Magnanimes, ces lourdauds de premiers ministres anglophones viennent une fois de plus de dire au Québec, en se drapant dans leur générosité traîtresse: «Vous jouissez du plein contrôle de votre économie. On est même prêt à vous permettre de dépenser davantage pour l'éducation, la santé, l'agriculture, mais seulement avec l'argent que le fédéral vous aura laissé, après s'être le premier servi.»

On nous a déjà causé un dommage financier de plusieurs milliards, en jouant à fond contre nous les Amérindiens (qui sont en train de perdre la cote d'amour dont ils bénéficiaient au Québec). Orchestrée dans notre dos en satrapie torontoise, la campagne démagogique des Cris nous a pratiquement sortis du marché américain de l'énergie. Soudainement, l'État de New York n'a plus besoin de notre électricité *propre*. Il pense même qu'en économisant le sien il pourrait nous en vendre aux heures de pointe. En nous traitant de tous les noms — trouvés par les avocats newyorkais —, les «natives» ont gagné sur toute la ligne. Grâce à eux, le lobby du charbon est remonté en selle. Notre déconsidération est exemplaire. Après s'être prononcée en ce sens, une Amérique sans conscience planétaire, désespérément utilitariste et pragmatique, laisse entendre, dans l'approbation universelle, qu'elle s'en remettra au nucléaire polluant et dangereux plutôt qu'à l'électricité, ne voulant en rien changer le mode de vie et les coutumes ancestrales des autochtones au Nord, devenus maîtres du jeu. Si le toxique est plus payant, qu'on ne se prive pas de s'en tenir à lui. Foin de ces idéalistes à la Cousteau qui rêvent de sauver la planète! Les maudits exploiters québé-

cois ne mettront pas la patte sur mes milliards, se félicite l'oncle Sam, aussi protectionniste que pollueur convaincu, par le temps qui court.

À la question 6, je réponds affirmativement. L'indépendance du Québec pourra se réaliser, mais non dans un court délai, et pas avant que nous ayons repris le contrôle de notre économie. Le Canada anglais est en train de nous passer la camisole de force. Je crois qu'ils sont tout à fait sérieux dans leurs menaces. La partition du Québec, cela s'enseigne dans toutes les universités anglophones, à commencer par McGill. Un seul aspect positif: la tournure défavorable des événements aura au moins servi à nous politiser davantage, à nous apprendre que nous avons affaire à forte partie. L'esprit des Plaines d'Abraham a teinté jusqu'ici un débat constitutionnel qui est loin d'être approbateur de la souveraineté-association.

L'indépendance du Québec ne doit pas être une entreprise hasardeuse où l'on s'engage en toute confiance dans l'à-peu-près. En cas de séparation, l'antagonisme historique entre les deux races va devenir violent, exécration et ruineux. Cela, on nous le promet. Avant de nous déclarer indépendants, essayons donc d'acquérir la puissance financière, en retrouvant nos marchés (ce qui pourrait nous permettre de lever une petite armée capable de défendre nos frontières actuelles et d'empêcher des terroristes fous de faire sauter nos centrales).

Cher François, excusez-moi. Je deviens vieux, je vaticine, épouvantail au jardin assombri des idées.

Clément Marchand